

Manifestation parallèle organisée par la Division du développement du secteur privé et des financements et la Division de l'intégration régionale et du commerce

Manifestation de haut niveau pour le lancement des rapports sur la Zone de libre-échange continentale africaine et le secteur privé

Contexte

La manifestation sera axée sur deux produits de connaissances de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Le premier est un rapport issu d'une étude concernant les implications de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sur la demande d'infrastructures et de services de transport. À cet égard, la Commission intensifie son soutien au développement de corridors de transport régionaux qui sont essentiels au commerce transfrontières sur le continent, comme le corridor de transport Port de Lamu-Soudan du Sud-Éthiopie. Le second rapport met en évidence l'élaboration par la CEA d'un indice-pays des affaires dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine, dont les entreprises africaines peuvent se servir pour montrer leurs principaux problèmes commerciaux aux décideurs politiques. L'Indice-pays des affaires peut aussi contribuer de manière significative à la réalisation du plan de développement de l'Afrique - tel qu'il est défini dans l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine, et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 - en décelant les goulets d'étranglement des régimes commerciaux, afin de garantir aux entreprises et aux petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes un commerce plus inclusif dans la Zone de libre-échange continentale africaine. Le partenariat stratégique établi au sein du Pacte mondial des Nations Unies soutiendra l'adoption de cet outil puissant afin d'aider l'Afrique à construire un modèle de développement plus inclusif.

Objectif

Les principaux objectifs sont de communiquer aux participants les résultats des travaux de recherche de la Commission concernant les implications de la Zone de libre-échange continentale africaine sur la demande d'infrastructures et de services de transport ; de leur présenter une plateforme de dialogue entre les acteurs clés du secteur du transport et de la logistique et les investisseurs ; de procéder au lancement du rapport sur l'Indice-pays des affaires de la ZLECAf et d'indiquer les principales conclusions du déploiement de l'Indice en Afrique du Sud, en Angola, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Kenya, en Namibie et au Nigeria ; et de présenter les avantages de l'Indice et de la stratégie du Pacte mondial pour l'Afrique.

Résultats attendus

- Sensibilisation accrue aux possibilités d'investissement dans les secteurs du transport et de la logistique offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine.
- Création de contacts entre des responsables de haut niveau des secteurs du transport et de la logistique et des investisseurs en Afrique.
- Meilleure compréhension des défis liés à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine du point de vue des entreprises.
- Sensibilisation accrue aux avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine, grâce à la stratégie du Pacte mondial pour l'Afrique et à l'Indice-pays des affaires.

- Formulation de recommandations pour une utilisation de l'Indice garantissant une Zone de libre-échange continentale africaine inclusive.

Public cible

- Responsables gouvernementaux, secteur privé, universités, entités de gestion des corridors de transport.
- Responsables de l'Union africaine, des communautés économiques régionales, des organismes des Nations Unies et des institutions de financement du développement.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

- Robert Lisinge, Chef de la Section des infrastructures et services énergétiques, CEA ; courriel : lisinge@un.org
- Wafa Aidi, Économiste, Centre africain pour la politique commerciale, Division de l'intégration régionale et du commerce, CEA ; courriel : aidi@un.org
- Olajobi Makinwa, Chef, Relations intergouvernementales et Afrique, Pacte mondial des Nations Unies ; courriel : makinwa@un.org
- Adeyemi Adeyinka, Conseiller principal, Centre africain pour la politique commerciale, CEA ; courriel : adeyemiy@un.org